

La réaction du Canada au Plan d'action du G8 pour l'Afrique

Le Canada s'est engagé à porter son aide publique au développement (APD) de l'Afrique à 6 milliards de dollars (fonds existants et nouveaux) pour les cinq prochaines années. Dans le budget fédéral de février 2003, le gouvernement a augmenté l'aide internationale de 1,4 milliard de dollars au cours des trois prochaines années, de manière à atteindre son objectif de doubler son APD d'ici 2010. L'Afrique recevra au moins la moitié de l'augmentation à ce chapitre.

Le 27 juin 2002, dernier jour du Sommet de Kananaskis, le premier ministre Jean Chrétien a annoncé un ensemble important d'initiatives canadiennes à l'appui du Plan d'action pour l'Afrique, lesquelles doivent être financées par le Fonds canadien pour l'Afrique, qui s'élève à 500 millions de dollars.

Principaux éléments des initiatives canadiennes

Soutien de la croissance économique

- Le 1^{er} janvier 2003, les marchés canadiens se sont ouverts aux importations de produits africains par l'élimination des droits de douane et des quotas sur la plupart des importations provenant des 48 pays que les Nations unies considèrent comme les moins avancés, dont 34 (y compris le Mozambique) se trouvent en Afrique;
- grâce à la création d'un fonds d'investissement africain de 100 millions de dollars, le Canada encourage les investissements du secteur privé dans l'infrastructure (routes, adductions d'eau et construction de pipelines);
- affectation de 20 millions de dollars à trois programmes qui ont pour objet d'accroître la capacité commerciale africaine, en favorisant les exportations à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique et en renforçant le rôle des pays et des institutions du continent dans les négociations commerciales multilatérales;
- une mission commerciale en Afrique subsaharienne en 2002, pour favoriser les partenariats entre sociétés africaines et canadiennes;
- 35 millions de dollars à trois programmes qui vont aider à combler le fossé numérique, en appuyant la réalisation de projets africains qui étendent l'utilisation et l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et des communications.